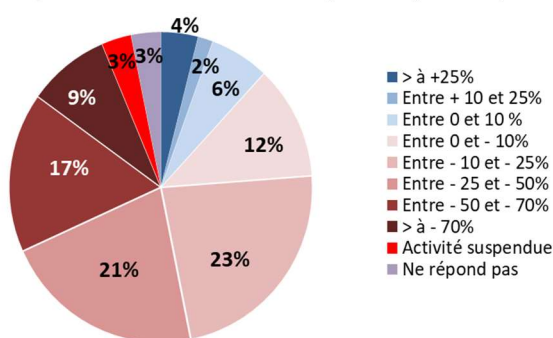


# Observatoire économique Crise COVID-19

Cette note analyse les réponses de **126 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 50 dirigent une entreprise industrielle, 42 sont des prestataires de services et 34 des commerçants. L'enquête a été menée du **2 au 5 juin 2020**.

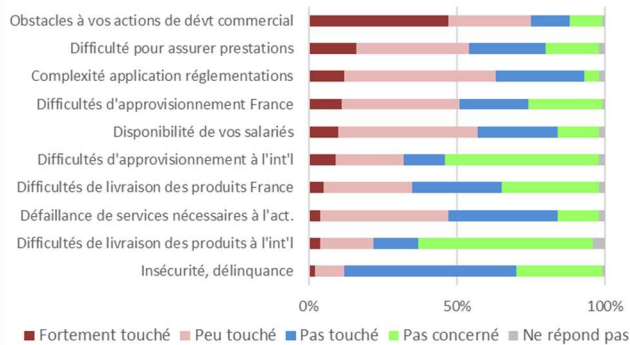
Avec le déconfinement progressif, 3 % seulement des répondants demeurent en suspension d'activité début juin. Si **51 % se disent en situation normale d'activité, ils sont encore 44 % à être en activité réduite** (55 % dans les services). Bien qu'en amélioration par rapport à avril, le **bilan de mai en termes de chiffre d'affaires est largement défavorable** : 85 % des entreprises sont en baisse sur un an, dont 29 % avec un recul supérieur à 50 % ou sans activité (elles étaient 54 % dans cette situation pour avril). 12 % des entreprises ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires sur un an. C'est dans le commerce que cette part est la plus élevée. 2 % seulement des entreprises se disent en suractivité.

Quelle est la variation de votre CA pour mai (sur un an) ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

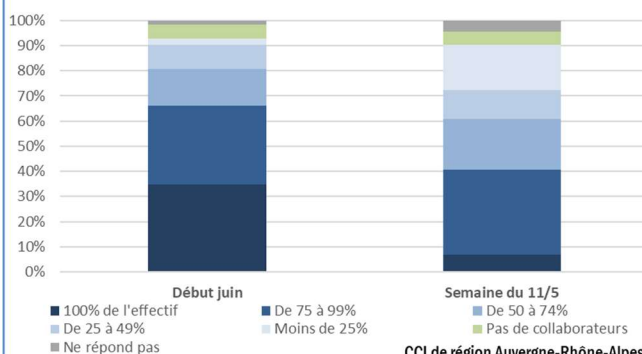
Etes-vous touché par les freins/obstacles suivants liés à la crise Covid-19 (répartition des réponses) ?



En matière de ressources humaines, la difficulté liée au **manque de disponibilité des salariés** se desserre un peu, mais **10 % des entreprises restent fortement touchées** et 48 % le sont un peu. Un **retour des salariés en présentiel est bien à l'œuvre** : 66 % des entreprises avaient au moins 75 % de leur effectif habituel présents sur site début juin (soit + 25 points par rapport au début du déconfinement la semaine du 11 mai). 81 % ont au moins 50% de leur effectif présent. Contrairement au début du déconfinement, les services ne se distinguent pas par une part élevée de personnes actives non présentes sur site. La moitié des répondants ont encore des salariés en chômage partiel, la proportion étant plus élevée dans l'industrie (environ les 2/3).

Quelques semaines après le début de ce déconfinement, les entreprises rencontrent toujours de **nombreux freins à leur activité, mais l'intensité de ces freins poursuit son recul**. Les obstacles au développement commercial restent les plus fréquents, touchant fortement une entreprise sur deux. Plusieurs entreprises déplorent qu'il soit encore difficile de rencontrer leurs clients/prospects. Une entreprise sur deux est toujours touchée par des **difficultés d'approvisionnement en France**. On note par contre une amélioration pour l'accès aux services nécessaires à l'activité : 4 % des entreprises sont fortement touchées par des défaillances de services (- 11 points). La situation s'améliore aussi pour les livraisons à l'étranger.

Part des salariés qui devraient être présents sur site (répartition des entreprises en %)

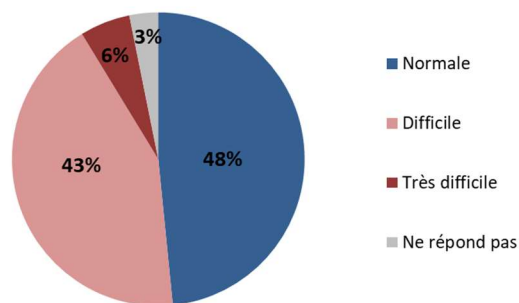


CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes



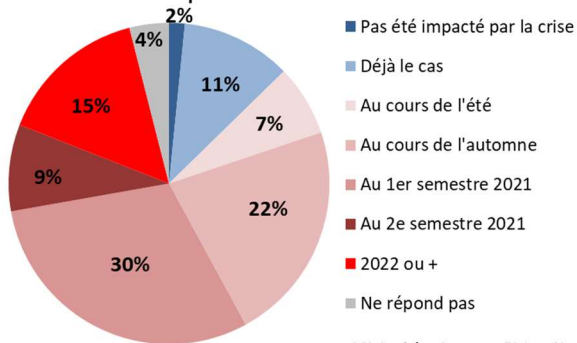
Près d'une entreprise sur deux rencontre des difficultés de trésorerie, soit une part moins importante que début mai (- 10 points) ou mi-avril (- 5 points). C'est surtout la part des situations très difficiles qui semble se replier. Pour la quasi-totalité des entreprises concernées, **l'insuffisance du chiffre d'affaires est toujours en cause et 1/3 sont impactées par l'allongement des délais de règlement**. Les activités de services sont ce mois les plus touchées par les difficultés de trésorerie. Tous secteurs confondus, la mise en place de mesures de protection sanitaire engendre une **augmentation des charges de fonctionnement pour 2/3 des entreprises**. Ce surcoût est variable : pour celles qui peuvent le chiffrer, il est entre + 10/15 % pour le plus grand nombre d'entreprises et de + 8,6 % en moyenne.

Comment jugez-vous votre situation de trésorerie ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

A quelle échéance votre activité ne sera plus impactée par les conséquences de la crise sanitaire ?

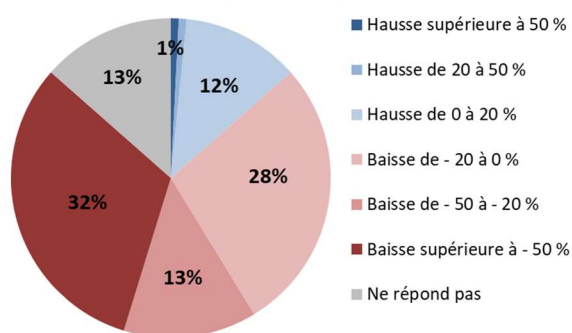


CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Les perspectives à court terme sont mieux orientées qu'en mai : **32 % des entreprises s'attendent à une progression de leur activité en juin**. Mais cette amélioration reste limitée et les entreprises s'attendent à un impact durable de la crise sanitaire. 13 % seulement des répondants s'estiment sortis d'affaire ou non touchés par la crise. Pour 29 %, l'impact défavorable va se poursuivre en 2020. **Pour le plus grand nombre (39 %), l'activité sera touchée jusqu'en 2021. Et pour 15 %, la sortie de crise n'est pas attendue avant 2022**. L'impact serait le plus durable dans les services, avec une sortie de crise au-delà de 2020 pour 66 % des entreprises (48 % pour l'industrie et le commerce).

Dans ce contexte, les **prévisions en termes d'investissement sont peu favorables** : 73 % des entreprises prévoient un repli en 2020 (dont 1/3 avec un recul supérieur à 50 %) alors que seulement 14 % anticipent une hausse. Les non réponses (13 %) traduisent un certain manque de visibilité, notamment dans le commerce. Dans les mois qui viennent, les décisions d'investissement seront d'abord conditionnées par l'évolution du **chiffre d'affaires et du carnet de commandes**. La **capacité de financement** est le 2<sup>e</sup> facteur le plus cité (trésorerie, aides publiques, niveau des taux d'intérêt). Vient ensuite le retour global de la **confiance**. Les suites sanitaires du Covid-19, y compris la découverte d'un vaccin, sont rarement citées comme l'un des déterminants directs des décisions d'investissement.

Comment devrait évoluer votre investissement en 2020 (par rapport à 2019) ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

En termes d'aides publiques pour soutenir les entreprises dans ce contexte économique difficile, les souhaits exprimés le plus fréquemment par les entreprises, en réponse à une question ouverte, sont l'annulation de charges, le report de charges, le prolongement du chômage partiel et les prêts garantis par l'Etat.

Interrogés sur les **opportunités pouvant conforter l'activité économique** dans le contexte actuel, des répondants évoquent notamment les **possibilités de croissance externe/consolidation des acteurs du secteur**, les avancées que la crise a provoquées en termes de **transformation numérique** et l'**incitation à consommer « plus près »**, que cette proximité soit le local, la France ou l'Europe selon les types d'activités.

*La CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes remercie les membres élus des CCI pour le temps consacré à l'enquête alors qu'ils sont mobilisés pour permettre à leur entreprise de faire face à la situation et qu'ils sont engagés auprès du tissu d'entreprises de leur territoire.*